



**Arrêté préfectoral complémentaire fixant des mesures additionnelles pour limiter
l'usage de l'eau à la société VICAT à XEUILLEY**

N° 2023-0256
AIOT 0006200725

LE PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la légion d'Honneur
Chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement et notamment le titre 1er du livre V

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu la directive 2000/60/CE du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau (DCE) ;

Vu le décret n°2021-795 du 23 juin 2021 relatif à la gestion quantitative de la ressource en eau et à la gestion des situations de crise liées à la sécheresse ;

Vu l'arrêté ministériel du 03/05/93 relatif aux cimenteries ;

Vu l'arrêté ministériel du 20/09/02 relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets dangereux ;

Vu l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2022/005 du 05 janvier 2022 d'orientation pour la mise en œuvre coordonnée des mesures de limitation ou de suspension provisoire des usages de l'eau en période de sécheresse sur le bassin Rhin-Meuse ;

Vu le Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux 2022-2027 des parties françaises des districts hydrographiques du Rhin et de la Meuse approuvé par arrêté préfectoral n°2022/141 du 18/03/2022 ;

Vu l'arrêté préfectoral DDT-ERC-2022-038 du 20 avril 2022 fixant un cadre pour la mise en œuvre des mesures de limitation ou de suspension provisoire des usages de l'eau dans le département de Meurthe-et-Moselle en période de sécheresse ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation 2006/206 du 21 avril 2006 modifié autorisant la société VICAT à poursuivre l'exploitation de la cimenterie située à Xeulley ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire 2022/1110 du 04 janvier 2022 relatif à l'exploitation d'un réchauffeur industriel (unité d'activation d'argiles) par la société VICAT sur le territoire de la commune de Xeulley

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire 2020-1147 du 02 novembre 2020 relatif à l'établissement, par la société VICAT pour son site de Xeulley, d'un diagnostic portant sur la consommation d'eau et les rejets aqueux intégrant les actions de réduction de prélèvement d'eau et de diminution des rejets de façon pérenne ou temporaire en cas de conditions climatiques critiques ;

Vu l'étude présentée le 07 mars 2022 complétée en dernier le lieu le 03 septembre 2022 par la société VICAT pour son site de Xeulley en réponse à l'arrêté préfectoral 2020-1147 du 02 novembre 2020 ;

Vu la note ministérielle du 16 septembre 2019 du Ministère de la Transition Écologique et Solidaire ;

Vu le guide de mise en œuvre des mesures de restriction des usages de l'eau en période de sécheresse de juin 2021 ;

Vu le rapport référencé SAF/343_2022 du 28/02/2023 de la Direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées ;

Considérant qu'il y a lieu de mettre en œuvre en cas de situation de sécheresse des mesures de réduction des prélèvements en eau et/ou de l'impact des rejets aqueux ;

Considérant qu'il y a lieu de mettre à jour les prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation susmentionné pour les rendre compatibles avec les seuils fixés dans l'arrêté cadre n° 2017-451 du 8 juin 2017 ;

Considérant que l'article 10 de l'arrêté ministériel du 03 mai 1993 relatif aux cimenteries précise que « L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter la consommation d'eau » ;

Considérant que l'article 20 de l'arrêté ministériel du 20/09/02 relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets dangereux précise « Les prélèvements et la consommation d'eau des installations sont réglés par les dispositions des articles 14 à 17 de l'arrêté du 2 février 1998 susvisé » ;

Considérant que l'arrêté ministériel du 2 février 1998 précise dans son article 14 que « l'arrêté d'autorisation fixe si nécessaire plusieurs niveaux de prélèvements (quantités maximales instantanées et journalières) dans les eaux souterraines et superficielles, notamment afin de faire face à une menace ou aux conséquences (...) de sécheresse (...) ou à un risque de pénurie, parallèlement aux mesures prises pour d'autres catégories d'installations en application « des articles R. 211-66 à R. 211-70 du code de l'environnement ». Cette limitation ne s'applique pas au réseau incendie » ;

Considérant les objectifs d'état quantitatif des masses d'eau de surface du district du Rhin définis dans le SDAGE Rhin-Meuse ;

Considérant l'objectif de réduction des prélèvements en eau de 10 % d'ici à 2025 et 25 % en 15 ans fixé dans la feuille de route découlant des Assises de l'Eau, et rappelé par Madame la Ministre de la Transition Écologique et Solidaire dans sa note du 16 septembre 2019 susvisée ;

Considérant que, s'agissant de mesures de restriction sur des consommations d'eau liées au « process », le guide de mise en œuvre des mesures de restriction des usages de l'eau en période de sécheresse de juin 2021, préconise la prise d'arrêté préfectoraux complémentaires (APC) à l'arrêté d'autorisation d'exploiter ;

Considérant le niveau de prélèvement de l'établissement dans le Madon 4 de 60 m³/h et qu'il convient dans ces termes de rationaliser l'usage de l'eau qui est fait par l'exploitant en période de situation hydrologique critique, en vue de limiter son impact direct sur le milieu naturel et les approvisionnements en eau potable qui en découlent ;

Considérant que la masse d'eau Madon 4 où s'effectuent les prélèvements de l'installation se situe dans la zone de gestion Moselle amont et Meurthe du bassin Rhin-Meuse régulièrement placé en situation d'alerte renforcée et/ou de crise durant les périodes de sécheresse ;

Considérant que les débits d'étiages sont en forte baisse depuis le débit des années 2000. Notamment, au niveau de la station du Madon à Pulligny, le VCN 10 annuel (débit le plus bas pendant 10 jours consécutifs) a baissé de 10% entre les période 1972-1989 et 2000-2019 en raison des phénomènes de hausse des températures et de baisse de la pluviométrie ;

Considérant qu'il n'est pas nécessaire de solliciter l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST) sur ce projet d'arrêté, préalablement à son adoption, comme le permet l'article R. 181-45 du code de l'environnement ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ,

ARRÊTE

Article 1^{er} : Portée et champ du présent arrêté

Les dispositions de l'arrêté préfectoral 2006/206 du 21 avril 2006 modifié autorisant la société VICAT à exploiter une cimenterie sur le territoire de la commune de Xeulley sont modifiées, complétées par les prescriptions du présent arrêté.

La société VICAT, dont le siège social est situé 4 rue Aristide Bergès – 38080 L'ISLE D'ABEAU, est tenue de se conformer aux prescriptions complémentaires du présent arrêté pour son site de Xeuilley.

Article 2 : Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques

Les dispositions de l'article II.6 de l'arrêté préfectoral 2006/206 du 21 avril 2006 modifié sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Article II.6.1 : Prélèvements et consommations d'eau »

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter la consommation d'eau.

Les systèmes de réfrigération et de refroidissement devront être fermés.

Les purges de concentration seront recyclées sur la granulation.

Les eaux de lavage du décrotteur seront recyclées après décantation.

Les installations de prélèvement d'eau dans le milieu naturel sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur et d'un dispositif de disconnexion.

Les résultats sont enregistrés chaque semaine

Le relevé des volumes prélevés sera adressé à l'Inspecteur des Installations Classées par le biais du rapport d'activités.

Article II.6.1.1 : Origine des approvisionnements

Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :

Origine de la ressource	Nom de la masse d'eau ou de la commune du réseau	Code national de la masse d'eau (compatible SANDRE)	Prélèvement maximal annuel (m3)	Débit maximal (m3)	
				Horaire	Journalier
Eau de surface (rivière, lac, etc.)	Masse d'eau : « Madon 4 »	FRCR249	331 100 m ³ dont 18 250 m ³ pour Argilor	60	907

L'eau prélevée dans le Madon est dévolue au process « cimenterie » (prélèvement maximal annuel : 312 850 m³/an) et au process « production d'argiles activées » (Argilor) (prélèvement maximal annuel : 18 250 m³/an). Un compteur spécifique est mis en place pour chacune de ces deux activités.

La consommation spécifique moyenne annuelle pour le process « cimenterie » est de 0,4 m³ par tonne de production de clinker.

L'eau prélevée dans le réseau public est destinée à un usage sanitaire. Elle est également dévolue au refroidissement des analyseurs de fluorescence X et de diffraction des rayons X en cas de dysfonctionnement sur le groupe froid (cas exceptionnel) ;

Les installations de prélèvement d'eau dans le milieu naturel sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur et d'un dispositif de disconnexion.

Les résultats sont enregistrés chaque semaine. »

Article II.6.1.2 : Plan d'actions pour réduire les consommations d'eau en situation normale et en période de sécheresse

Dans l'objectif de réduire les prélèvements d'eau dans le Madon, l'exploitant met en œuvre les actions suivantes, sous 12 mois :

- élimination du trop-plein des bacs 1, 2, 3 et 4,
- mise sur variateur des pompes Madon,
- récupération des eaux de la canne de prélèvement des gaz du four.

« Article II.6.2 : Prévention de la pollution des eaux »

Article II.6.2.1 : Dispositions générales applicables

Toutes les installations ou appareils contenant des liquides susceptibles de porter atteinte à l'environnement seront en rétentions étanche et disposés à l'abri des intempéries.

Les agents de mouture, les acides, huiles et graisses seront stockés en rétentions étanches.

Les systèmes de réfrigération et de refroidissement devront être fermés.

Les déshuileurs décanteurs et bassin « usine » seront nettoyés et curés régulièrement. Le déshuileur sera équipé d'une alarme.

Les huiles, boues et éventuelles eaux d'extinction d'incendie récupérées seront traitées conformément à l'article II.5 de l'arrêté préfectoral 2006.206 du 21 avril 2006.

Article II.6.2.2: Dispositions applicables aux liquides inflammables

Les deux cuves (FOD de 50 m³ et cuve de sécurité de 40 m³) sont enterrées et associées à une cuvette de rétention étanche d'un volume utile au moins égal à 50 m³.

Les réservoirs enterrés installés doivent être à double paroi en acier, conformes à la norme NFM 88513 ou à toute autre norme d'un État membre de l'Espace économique européen reconnue équivalente, munis d'un système de détection de fuite entre les deux protections qui déclenchera automatiquement une alarme optique et acoustique.

Les aires de dépotage et de distribution du FOD (pompes comprises) aux véhicules routiers et locotracteurs seront disposées en rétentions étanches de telle sorte que les eaux pluviales soient recueillies en totalité et déshuilées avant rejet dans le bassin « usine » et que toutes les fuites et tous écoulements accidentels soient dirigés vers une cuve de sécurité de 40 m³.

Toute opération de remplissage doit être contrôlée par un dispositif de sécurité qui interrompt automatiquement le remplissage du réservoir lorsque le niveau maximal d'utilisation est atteint.

Ce dispositif doit être conforme à la norme NFM 88-502 ou à toute autre norme d'un État membre de l'Espace économique européen reconnue équivalente, limiteur de remplissage pour réservoir enterré de stockage de liquides inflammables. Il doit être autonome et fonctionner lorsque le ravitaillement du réservoir s'effectue par gravité ou avec une pompe.

Sur chaque canalisation de remplissage et à proximité de l'orifice doit être mentionnée, de façon apparente, la pression maximale de service du limiteur de remplissage.

Il est interdit de faire subir au limiteur de remplissage, en exploitation, des pressions supérieures à la pression maximale de service.

« Article II.6.3 : Conditions de rejets »

Toutes les eaux pluviales et de drainage de l'ensemble du site, les eaux sanitaires traitées conformément à la réglementation en vigueur, les eaux issues du lavage après chargement des véhicules routiers après décantation, les eaux issues du lavage après chargement des wagons après décantation et déshuilage, seront collectées dans un bassin d'une capacité de 3 550 m³ dit bassin « usine », géré presque à vide avant rejet unique dans le Madon 4 via le fossé longeant le chemin communal de Xeuilley à Pierreville. Les éventuelles eaux d'extinction d'incendie seront également recueillies dans le bassin de 3 550 m³.

Les eaux recueillies seront débourbées déshuilées avant rejet par bâchée au Madon (Madon 4). L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduelles dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites de concentration et flux ci-dessous :

- débit journalier maximum : 1 200 m³/j
- débit horaire maximum : 490 m³/h (pour permettre la vidange dans le cas d'évènements extrêmes)
- pH: 5,5-9,5
- Température des effluents rejetés inférieure à 30°C

Paramètres	Code Sandre	Concentration maximale	Flux maximal
MES totales	1305	30 mg/l	36 kg/j
DBO5 (sur effluent non décanté)	1313	40 mg/l	48 kg/j
DCO (sur effluent non décanté)	1314	120 mg/l	3210 kg/j
Métaux (sur effluent non décanté) ⁽¹⁾	8095	15 mg/l	5 g/j
Indice phénols	1440	0,1 mg/l	1g/j
Hydrocarbures	7009	5 mg/l	30 g/j
AOX	1106	/	/
PCB+PCT	7431	/	/
BTEXS	5918	/	/
HAP	7088	/	/
Microtox NT	1401	/	/

(1) : Ag+Al+As+Cd+Co+Cu+Cr+Fe+Hg+Mn+Ni+Pb+Sn+Zn

Les substances à l'origine d'un déclassement de la masse d'eau réceptrice [Isoproturon (code SANDRE : 1208), PFOS (code SANDRE : 6561)] feront l'objet d'un positionnement sur leur présence ou non dans les rejets de l'exploitation avant le 31 décembre 2023. Les substances effectivement rejetées seront suivies à fréquence définie avec l'inspection.

Article II.6.4 : Contrôle des rejets

Au moins une fois par an, l'exploitant fait réaliser des mesures selon des méthodes normalisées sur les effluents industriels qu'il rejette dans le milieu naturel.

Ces mesures sont effectuées sous sa responsabilité et à ses frais.

Les paramètres suivants sont mesurés sur la durée du rejet par bâchée ⁽¹⁾ :

Débit ;

Température ;

pH ;

MES ;

DBO5 ;

DCO ;

Métaux ;

Phénols ;

Hydrocarbures.

AOX

PCB-PCT

BTEXs

HAP

Cl

Microtox NT

Un contrôle trimestriel inopiné par un laboratoire extérieur sera réalisé sur le rejet ; le contrôle portera sur le Microtox et sur les pH, MEST et HCT.

Trimestriellement, le laboratoire chargé des prélèvements inopinés de déchets effectuera un prélèvement dans le Madon en amont et en aval de l'usine en vue d'une analyse de la toxicité aiguë (test Microtox) et des HCT. Semestriellement, l'analyse portera sur la toxicité aiguë (test Microtox) et les pH, Cl-, DCO, COT, HCT, AOX, PCB+PCT, BTEXS et HAP.

Les résultats de ces mesures sont transmis annuellement à l'inspection des installations classées.

Les eaux pluviales polluées, les eaux du laboratoire (partie analytique) et les éventuelles eaux d'extinction d'incendie seront incinérées sur le site ou dirigées vers une unité extérieure autorisée à les recevoir. »»

(1) : Dans le cas où il s'avérerait impossible d'effectuer un échantillonnage proportionnel au débit du rejet, un échantillonnage asservi au temps pourra être réalisée. Dans ce cas, le débit et l'évolution du débit seront déterminés à partir des données de suivis des pompes de rejets dans le Madon.

Article 3 : Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques en période de sécheresse

L'article suivant est ajouté à la fin de l'article II.6 de l'arrêté préfectoral 2006/206 du 21 avril 2006 modifié :

« Article II.6.3 : Dispositions applicables portant sur le fonctionnement de l'installation en cas de situation de sécheresse

L'exploitant met en œuvre les mesures visant la réduction des prélèvements d'eau et/ou les mesures de limitation d'impact des rejets dans le milieu récepteur lors de la survenance d'une situation d'alerte, d'une situation d'alerte renforcée ou de crise telle que définies dans l'arrêté cadre DDT-ERC-2022-038 du 20 avril 2022. Le passage en période de sécheresse se fera dès lors qu'un arrêté préfectoral, portant limitation des usages de l'eau sur l'ensemble des cours d'eau du département ou sur le bassin versant de Moselle Amont et Meurthe sera publié.

Durant la période hydrologique critique définie par le Préfet, pour tous les usages non liés au process, notamment les arrosages d'espaces verts, le lavage des véhicules, voiries et bâtiments ne répondant pas à des exigences sanitaires, les mêmes limitations que pour le public ou les collectivités s'appliquent. Les exercices d'incendie utilisateurs d'un gros volume d'eau seront reportés.

Article II.6.3.1 : Prescriptions génériques portant sur le fonctionnement de l'installation en cas de sécheresse

Les mesures fixées ci-dessous sont mises en œuvre dans le respect prioritaire des règles de sécurité et de salubrité.

• Durant la période hydrologique critique définie par le Préfet, pour tous les usages non liés au process, les mesures suivantes doivent être mises en œuvre dès dépassement du seuil d'alerte :

- sensibilisation du personnel sur les économies d'eau et sur les risques liés à la manipulation de produits toxiques susceptibles d'entraîner une pollution des eaux,

- interdiction d'arrosage des espaces verts ,

- limitation des opérations de maintenance régulières utilisatrices de la ressource en eau,

- report de toutes les opérations de maintenance consommatrices d'eau non essentielles,

- interdiction de pratiquer des exercices incendie utilisateurs d'un gros volume d'eau.

• En cas de déclenchement du seuil d'alerte renforcée, l'exploitant renforce les mesures déployées lors du dépassement du seuil d'alerte notamment par les actions suivantes :

- renforcement de la sensibilisation du personnel,
 - interdiction de laver tout véhicule de l'usine,
 - arrêt du lavage des camions citernes et wagons,
 - arrêt balayage usine et balayage de l'unité d'activation (Argilor).
- En cas de déclenchement du seuil de crise, l'exploitant renforce les mesures déployées lors du dépassement du seuil d'alerte renforcé notamment par les actions suivantes :
- réduction des consommations d'eau, en particulier sur les process en limitant le débit du four à 70 % de la capacité autorisée (soit 1 400 tonnes) ;
 - interdiction de laver tout véhicule ou partie de véhicule à l'eau recyclée.

De plus, l'exploitant met en œuvre les mesures de réduction de consommation d'eau et les dispositifs de limitation de l'impact de ses rejets aqueux (écrêtement des débits de rejet ou une rétention temporaire des effluents...) nonobstant d'autres mesures qui pourraient lui être demandées par le Préfet. Ces mesures pourraient être mises en œuvre graduellement en fonction de la gravité de la situation.

Article II.6.3.2 : Adaptation des prescriptions sur le prélèvement en cas de sécheresse

L'exploitant est autorisé à prélever l'eau dans le milieu naturel, à des fins industrielles, dans les conditions suivantes :

Origine de la ressource		Débit maximal de prélèvement (m3)		
Masse d'eau superficielle	Code national de la masse d'eau (SANDRE)	Stade sécheresse déclenché	Débit moyen de prélèvement journalier	Débit maximal de prélèvement hebdomadaire
Madon 4	FRCR249	Alerte	771 m ³	5397 m ³
		Alerte renforcée	680 m ³	4760 m ³
		Crise	607 m ³	4249 m ³

Le relevé des volumes prélevés doit être effectué journalièrement en période de sécheresse. L'exploitant doit être en mesure de justifier le respect du volume hebdomadaire maximal prélevé.

Article 4 – Bilan

L'exploitant établira à l'issue des périodes de sécheresse (ou de situation hydrologique critique) soit dès lors qu'un arrêté préfectoral, portant limitation des usages de l'eau sur l'ensemble des cours d'eau du département ou sur le bassin versant de Moselle Amont et Meurthe sera publié, un bilan des actions mises en œuvre comprenant un volet quantitatif des réductions des prélèvements d'eau et/ou qualitatif des réductions d'impact des rejets. Il précisera également les mesures les actions concrètes, graduées si nécessaire, mises en œuvre en cas de déclenchement des différents seuils « alerte », « alerte renforcée » et « crise ». Ce bilan sera transmis dans le mois suivant à l'inspection des installations classées.

Article 5 : Sanctions administratives

Faute par l'exploitant désigné à l'article 1er du présent arrêté de se conformer à la présente injonction préfectorale, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales, des sanctions administratives prévues par l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 6 : Voies et délais de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré au Tribunal Administratif de Nancy :

1° par le pétitionnaire ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de la publication de la présente décision.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° ci-dessus.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

Article 5 : Exécution de l'arrêté

Le Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est sont chargées, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- la société VICAT

et dont une copie sera adressée à :

- Monsieur le maire de Xeulilly

et qui sera publié sur le site internet de la préfecture de Meurthe-et-Moselle en application des dispositions de l'article R. 181-45 du code de l'environnement.

Nancy le

29 MARS 2021

Le Préfet,

Pour le préfet
et par délégation,
le secrétaire général



Julien LE GOFF